

NOTE DE LA DIRECTION

UN CANEVAS POUR FAVORISER LA COOPÉRATION EST-OUEST

À la fin d'octobre, M. Bernard Wood a prononcé l'allocution d'ouverture à un colloque international de leaders d'opinion, au Collège de la défense de l'OTAN, à Rome; le thème était «La

coopération économique entre l'Est et l'Ouest : perspectives et limitations». Le présent article en reprend certains des principaux points offrant le plus de pertinence, vu l'intérêt que le Canada porte aux relations Est-Ouest.

À MON POINT DE VUE, LES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX se doivent maintenant de reconnaître sans réserves l'ampleur des changements que M. Gorbatchev a provoqués en URSS même et dans le comportement de ce pays sur la scène internationale, et il leur incombe aussi de statuer sur les mesures concrètes d'encouragement qu'il est possible et sage de prendre.

À tout le moins, nous devons rejeter toute mesure (hormis celles qu'exige absolument la protection stratégique) qui s'apparenteraient à des sanctions économiques ou à de la discrimination contre l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est ayant entrepris une telle réforme fondamentale. La plupart de nos pays ont déjà sensiblement progressé dans la bonne direction, mais en accentuant davantage ce retour à des relations économiques normales, nous ferions un geste symbolique fort utile.

Deux des plus importants changements d'ordre légal survenus dans l'économie nationale de l'URSS et ayant une incidence sur la coopération économique entre l'Est et l'Ouest prennent la forme de lois : la Loi de 1987 sur les entreprises d'État, qui vise à libérer complètement les entreprises de l'emprise économique des autorités centrales; et la Loi de 1988 sur la coopération, qui autorise les sociétés essentiellement privées (aptées à embaucher des employés en nombre illimité) à fonctionner dans n'importe quel secteur de l'économie.

PAR AILLEURS, LE COMMERCE EXTÉRIEUR N'EST plus administré comme avant. L'État n'exerce désormais plus de contrôle direct sur une bonne part du commerce extérieur. Non seulement les entreprises peuvent décider des genres de produits qu'elles vendront sur le marché mondial, mais depuis avril dernier, elles ont le droit d'aller elles-mêmes soutenir la concurrence à l'étranger. Voilà qui élimine la structure antérieure, en vertu de laquelle tout le commerce extérieur se faisait par l'intermédiaire d'un agent de l'État.

Les entreprises peuvent maintenant garder une partie de leurs revenus en monnaies fortes. On songe aussi à procéder à des ventes aux enchères de devises pour permettre aux entreprises de se rendre davantage maîtresses de leurs décisions en matière d'importation. Un nouveau système des changes a été adopté qui rendra possible la déva-

uation du rouble. La décision prise en 1986 d'autoriser les coentreprises en Union soviétique et sa révision ultérieure en 1988 ont profondément changé les conditions régissant les investissements directs en provenance de l'étranger. De telles entreprises conjointes ont favorisé l'implantation de sociétés essentiellement capitalistes au cœur même des économies socialistes.

Jamais les Soviétiques ne se sont autant intéressés aux organisations économiques internationales. En 1986, l'URSS a demandé au secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) la permission de participer à la ronde de négociations qui allait avoir lieu en Uruguay. Le GATT a rejeté sa demande, mais Moscou continue à manifester son désir d'adhérer à cet organisme, et le pays se prépare à amorcer des négociations officielles à cet égard. M. Ivan Ivanov, vice-président de la Commission nationale pour les relations économiques extérieures, croit que les réformes s'opérant actuellement dans le secteur du commerce extérieur rendront la politique commerciale de son pays compatible avec les exigences du GATT. Il précise, cependant, qu'il faudra au moins deux ans avant que les réformes visant les prix et les tarifs soviétiques soient suffisamment avancées pour que des pourparlers officiels puissent commencer.

TOUTES SORTES DE PERSPECTIVES DE COOPÉRATION économique s'ouvrent maintenant entre les deux blocs, mais il existe aussi des limitations très concrètes. Une tâche d'une énorme complexité attend M. Gorbatchev, lui qui veut arracher l'économie soviétique à la stagnation. Les grands bouleversements qui surviennent à mesure que l'économie adopte de plus en plus les structures d'un marché libre comptent parmi les problèmes les plus ardues.

Citons à cet égard la résistance des bureaucrates peu enclins à renoncer à leur pouvoir d'intervention dans les affaires économiques; la confusion créée par les nouvelles lignes directrices, tandis que la réforme cherche la bonne orientation à suivre; le manque de devises étrangères et la non-convertibilité du rouble; et l'avènement de normes sociales radicalement différentes, alors que les citoyens habitués au plein emploi et à l'égalité font connaissance avec le chômage et des disparités salariales de plus en plus grandes.

Non seulement l'inertie du système ralentit l'ensemble de la réforme, mais encore elle entrave l'expansion de la coopération économique entre l'Est et l'Ouest. De nombreuses anecdotes attestent la frustration des entrepreneurs occidentaux cherchant à transiger avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est; il y a notamment les attitudes et les lourdeurs bureaucratiques, des règles qui ne sont jamais les mêmes d'une fois à l'autre, des associés sans expérience et une infrastructure vétuste, voire non existante.

Par ailleurs, les motifs de coopération sont très différents selon qu'il s'agit de l'Est ou de l'Ouest. L'URSS et l'Europe de l'Est veulent que leurs

économies produisent des biens concurrentiels sur les marchés étrangers. Mais pour cela, il leur faut obtenir de l'Ouest du matériel moderne et le savoir-faire. Quant aux entreprises occidentales, elles souhaitent exploiter le vaste marché des pays de l'Est, mais elles ne peuvent vendre, comme elles le voudraient, la technologie de pointe à ces derniers. Mais les coentreprises de production offrent peut-être une solution de compromis.

TOUTS CES PHÉNOMÈNES TRADUISENT DES RÉACTIONS normales du marché face à de nouveaux horizons qu'ouvrent la réforme et la modification des règlements. D'immenses possibilités s'offrent aux entrepreneurs et aux investisseurs occidentaux chaque fois qu'un gouvernement européen modifie rationnellement sa politique. Toutefois, je crois que l'Occident devra faire preuve d'une grande prudence s'il veut prendre des mesures de coopération économique spéciales allant au-delà de la logique du marché, laquelle est, après tout, un des principaux avantages que nous cherchons à partager. Ce n'est pas là un prétexte d'inaction, ni une froide prescription idéologique; c'est l'orientation que proposent le pragmatisme et le réalisme.

D'aucuns ont récemment déclaré que l'Europe de l'Est devait bénéficier d'un plan Marshall, faute de quoi elle tomberait sous le coup de la loi martiale, et c'est certes là une observation percutante, mais je crois qu'elle est fort trompeuse. Pour ces pays, le défi ne consiste pas à sortir de sous les ruines de la guerre ni à reconstruire sur des cendres, mais plutôt à s'extirper des dédales bureaucratiques mis en place au cours de nombreuses décennies. Ce n'est pas de capitaux, d'argent, ni de matières premières qu'ils ont besoin, mais bien de la volonté politique, des moyens et du savoir-faire voulus pour démanteler une myriade d'obstacles à une activité économique productive. Voilà qui, de toute évidence, ne peut se faire du jour au lendemain, mais le processus ne peut attendre non plus une époque plus stable. La stabilité en soi ne peut découler que d'une évolution réussie.

J'ai consacré une bonne partie de ma carrière au dossier de l'aide extérieure et, en cette qualité, je suis persuadé qu'il n'est pas souhaitable ni même possible de dresser un quelconque plan Marshall pour l'Europe de l'Est. On peut certes faire beaucoup de bien avec des sommes considérables d'aide «de relais», mais tant que les réformes fondamentales n'auront pas eu lieu, les économies bureaucratiques des pays de l'Est risquent de devenir des abîmes qu'aucune quantité d'aide occidentale ne pourra combler. Il serait désastreux pour l'Ouest de créer une relation de dépendance, et tout aussi néfaste de susciter des attentes auxquelles il n'est tout simplement pas à même de répondre. □

— BERNARD WOOD

Le présent article a été rédigé avec le concours d'Emily Brown.